

L'État-nation et le prolétariat (Przegląd Socjaldemokratyczny, Cracovie, 1908)

1

Pour résoudre la question nationale, il ne suffit pas de dire que les socialistes doivent l'aborder du point de vue des intérêts de classe du prolétariat. De nos jours l'influence du socialisme scientifique s'exerce indirectement sur le mouvement ouvrier dans son ensemble, à tel point qu'il n'y a aujourd'hui aucun parti ouvrier ou socialiste qui n'utiliserait pas au moins du vocabulaire du marxisme si ce n'est de son mode de pensée. Pour citer un exemple frappant, prenons celui du parti « socialiste révolutionnaire » russe actuel dont la théorie – pour autant qu'on puisse parler d'une théorie – comporte au moins autant d'éléments empruntés à l'école marxiste que d'éléments du populisme et de la « *Volonté du peuple* ». De même, toutes sortes de groupes socialistes du type petit-bourgeois et nationaliste en Russie avancent leurs propres chimères politiques au nom des « intérêts du prolétariat et du socialisme ». Le social-patriotisme polonais, à présent sur son déclin, se distingue de ce qu'on pourrait appeler le « national-socialisme », naïf et patriarcal de M. Limanowski en ce que ce « brave » M. Limanowski ne s'est jamais prononcé au nom de Karl Marx, alors que dès le début, le social-patriotisme a cherché à légitimer son programme en usant de la terminologie marxiste, des « intérêts de classe du prolétariat ».

Mais le caractère de classe d'une revendication ne découle pas mécaniquement de son inscription au programme d'un parti socialiste. Ce que ce parti ou un autre considère comme un « intérêt de classe » du prolétariat ne peut être qu'un intérêt supposé, concocté par un raisonnement subjectif. Il serait facile de prouver que l'intérêt de la classe ouvrière exige que l'on impose légalement un *salaire minimum*. Cette loi protégerait les ouvriers des pressions de la concurrence venue de régions moins développées, elle leur assurerait un minimum vital, etc. Cette revendication a déjà été formulée à plusieurs reprises dans les milieux socialistes. Cependant, le principe n'en a pas été accepté par les partis socialistes en général pour la bonne raison que la réglementation universelle des salaires par la voie légale est un rêve utopique dans les conditions anarchiques actuelles de l'économie privée, parce que les salaires des ouvriers tout comme le prix des marchandises dépendent entièrement dans le système capitaliste de la « libre concurrence » et du mouvement spontané des capitaux. C'est pourquoi la réglementation légale des salaires ne peut être appliquée que dans de petites sphères, nettement circonscrites, par exemple sous forme d'un accord entre une commune et les ouvriers qu'elle emploie. Comme une loi générale imposant un salaire minimum est en contradiction avec les conditions actuelles du capitalisme, nous devons reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un véritable intérêt prolétarien, mais d'un intérêt inventé, malgré la logique de l'argumentation.

Sur ce mode abstrait, on peut imaginer divers « intérêts de classe » du prolétariat qui resteront pure phraséologie dans le programme socialiste. D'autant plus qu'après la banqueroute des partis bourgeois, de nouvelles forces telles que l'intelligentsia bourgeoise et la petite bourgeoisie cherchent refuge dans le mouvement ouvrier et tentent de lui imposer diverses revendications sincères mais irréalistes, étrangères aux intérêts de classe du prolétariat. Si les partis socialistes n'avaient pas de critère objectif pour mesurer ce qui correspond aux intérêts de classe du prolétariat mais se laissaient guider uniquement par ce que certains estiment être bon ou utile pour les ouvriers, le programme des socialistes serait un ramassis bigarré de desiderata subjectifs et parfois complètement utopiques.

Se fondant sur des bases historiques, sur les bases du développement de la société capitaliste, la social-démocratie actuelle déduit ses intérêts immédiats, les revendications actuelles du prolétariat, et ses objectifs à long terme non pas d'un raisonnement subjectif sur ce qui serait « bon » et « utile » pour le prolétariat mais d'un examen du développement objectif de la société pour discerner ses intérêts réels et les moyens de les réaliser. C'est de ce point de vue que doivent être examinées les principales formes d'une solution pratique de la question des nationalités, celles que suggèrent les exemples historiques aussi bien que celles qui correspondent à des slogans populaires dans les milieux socialistes.

Commençons par l'idée de l'*État-nation*. Pour cerner ce concept du point de vue des principes, il faut en évaluer le contenu historique, chercher ce qui se cache matériellement derrière le masque.

Dans son article sur les luttes nationales et le programme social-démocrate en Autriche, publié il y a dix ans, Kautsky énumère trois facteurs qui, selon lui, constituent les « racines de l'idée moderne de nation » et dont l'essor « accompagne l'État moderne dans toute l'Europe ». Ce sont : « le besoin de la bourgeoisie, des producteurs de marchandises en général, de s'assurer un marché intérieur », ensuite, « l'aspiration à la liberté politique, à la démocratie », enfin « la diffusion de la culture nationale littéraire dans les masses populaires » (Karl Kautsky, « Der Kampf der Nationalitäten und das Staatsrecht in Österreich », *Neue Zeit*, 1897/98, t. I, p. 517.)

Dès l'abord, la théorie de Kautsky révèle sa position fondamentale, à savoir sa perception de la nation comme *catégorie historique*. Dans ce raisonnement, l'idée de nation est intimement liée à une époque précise du développement moderne. Les intérêts marchands de la bourgeoisie, les courants démocratiques, la culture populaire – tels sont les aspects typiques de la société bourgeoise.

Bien sûr, nous ne parlons pas ici de la nationalité en tant que groupe ethnographique ou culturel spécifique. Cette nationalité se distingue, bien sûr, de l'aspect bourgeois, les particularités nationales existant depuis des siècles. Nous nous intéressons ici aux mouvements nationaux en tant qu'éléments de la vie politique, à la volonté d'instaurer ce qu'on appelle un État national : ils s'inscrivent incontestablement dans l'époque bourgeoise. L'histoire de l'unification nationale de l'Allemagne offrira un exemple typique de cette corrélation en ce que le noyau autour duquel s'est cristallisé le Reich allemand fut constitué par le *Zollverein* et le *Zollparlament* dont le porte-parole, Friedrich List a tout lieu d'être considéré, avec sa plate théorie de « l'économie nationale », comme le véritable messie de l'unité nationale, bien plus que l'idéaliste Fichte, habituellement cité comme l'apôtre de la renaissance nationale allemande. Le mouvement « national » qui, à l'époque de Fichte, enflammait les esprits « du peuple et des princes » allemands et dont la *Burschenschaft* pseudo-révolutionnaire se fit le héraut, n'était, en

dépité des ferventes sympathies de Fichte lui-même pour la Grande Révolution française, qu'une réaction moyen-âgeuse contre les germes de la Révolution semés en Allemagne par Napoléon et contre les premiers éléments d'un régime bourgeois moderne. Ce souffle romantique et étouffant de « renaissance nationale » s'épuisa après le retour triomphal de l'Allemagne à la dispersion féodale du *Vormärz*. En revanche, List, cet agent vulgaire de l'industrie allemande, répandit dans les années trente et quarante son évangile de « renaissance nationale » fondé sur les éléments du développement bourgeois, sur l'industrie et le commerce, sur la théorie du « marché intérieur ». Ce mouvement patriotique qui fit naître dans les années trente et quarante du XIX^e siècle de forts courants politiques, éducatifs, philosophiques et littéraires se fondait concrètement surtout sur la nécessité d'unifier tous les territoires allemands, divisés en de multiples petits États séparés par des barrières douanières et fiscales en une seule grande « patrie » capitaliste intégrée qui offrirait une large base à la grande industrie mécanisée.

L'unification industrielle et commerciale de l'Allemagne est si intimement liée aux destinées de son unification politique que l'histoire de l'Union douanière qui reflétait toutes les vicissitudes de l'histoire allemande débouche, avec une continuité parfaite, sur l'histoire de la naissance de l'actuel Reich allemand. En 1834 naissait l'Union douanière, regroupant autour de la Prusse dix-sept États plus petits ; progressivement, l'un après l'autre, les autres États rejoignirent l'Union. Cependant, l'Autriche fut laissée à l'écart et la guerre du Schleswig-Holstein fit pencher la balance en faveur de la Prusse. En 1867, la dernière reconduction de l'Union s'avéra superflue puisque existait une nouvelle union nationale et, après la guerre franco-prussienne, l'Union d'Allemagne du Nord remit en héritage au Reich nouvellement créé ses droits et obligations douanières : le *Bundesrat* et le *Reichstag* prirent la place du *Zollbundesrat* et du *Zollparlament*. Cet exemple tiré de l'histoire moderne révèle admirablement les véritables fondements économiques des États nationaux modernes.

Mais si l'appétit de la bourgeoisie capitaliste pour des marchés qui lui appartiennent « en propre » est élastique et extensible au point d'avoir naturellement tendance à inclure le globe entier, la quintessence de l'« idée nationale » bourgeoise moderne réside en ce que, aux yeux de la bourgeoisie de chaque pays, sa propre nation, sa « patrie » est destinée par nature à servir de marché pour ses produits, comme s'il s'agissait d'un patrimoine exclusif, accordé par le dieu Mercure. Du moins, c'est ainsi que se présente la question nationale là où le capitalisme se développe « normalement », sans soubresauts, c'est-à-dire là où la production pour le marché intérieur précède la production destinée à l'exportation. C'est ce qui s'est produit en Allemagne et en Italie.

Cependant, il serait erroné de prendre la formulation de Kautsky au pied de la lettre, en ce sens que le fondement matériel des mouvements nationaux modernes serait uniquement l'appétit mal compris de la bourgeoisie industrielle à disposer d'un marché « autochtone » pour écouler ses produits. La bourgeoisie capitaliste a besoin en outre, pour bien se développer, de nombreuses autres conditions : un militarisme fort, garant de l'inviolabilité de sa « patrie » en même temps qu'instrument pour lui ouvrir le marché mondial ; ensuite, une politique douanière appropriée, des formes adéquates d'administration des communications, de la justice, du système scolaire et de la politique financière. Bref, pour se développer, le capitalisme a besoin non seulement de marchés mais aussi de tout l'appareil d'un État capitaliste moderne. Pour exister normalement, la bourgeoisie n'a pas exclusivement besoin de conditions économiques de production mais elle a aussi besoin de conditions politiques pour asseoir son pouvoir de classe.

Il en résulte que la forme spécifique des aspirations nationales, le véritable intérêt de classe de la bourgeoisie, c'est l'avènement de l'*indépendance étatique*. L'État-nation est également la forme historique indispensable à la bourgeoisie pour passer de la défensive nationale à l'offensive, de la protection et de la réunion de sa propre nationalité à la politique de conquête et de domination d'autres nationalités. Tous les « États-nations » actuels sans exception correspondent à cette description, annexant leurs voisins ou des colonies, opprimant les nationalités conquises.

Ce phénomène n'est compréhensible que si l'on considère le fait que, pour la bourgeoisie, un mouvement d'unification et de défense de sa propre nationalité peut exister avec l'oppression d'une autre nationalité, ce qui est contradictoire avec l'idéologie même de l'« État-nation ». La bourgeoisie allemande offre en 1848 un exemple frappant de ce phénomène dans son attitude envers la question polonaise. Pendant la Révolution, au milieu des effusions de patriotisme allemand, Karl Marx et ses amis, comme on le sait, plaidèrent la cause de l'indépendance de la Pologne et sur cette question comme sur tant d'autres, ils prêchèrent dans le désert. Dès son premier stade de développement, l'« État-nation » allemand ne se conforma nullement à la conception admise de l'État-nation en ce qui concerne les nationalités et se contenta de la parodier. En fait, les frontières du Reich scindaient la nation allemande, la répartissant entre l'Autriche et le nouvel État « nationale » d'Allemagne, rassemblaient et opprimaient sous la même administration, des Allemands et des allogènes polonais, danois, français.

Plus frappant encore est l'exemple de la Hongrie dont la lutte pour l'indépendance suscita à l'époque tant d'admiration, au point que même nos dirigeants révolutionnaires polonais Bem, Wysocki et Dembinski ont fourbi leurs armes en sa faveur. Mais, du point de vue des nationalités, ce n'était rien d'autre qu'une tentative pour asseoir le pouvoir de classe d'une minorité magyare sur un pays comportant neuf nationalités, les Magyars opprimant brutalement les autres. Le prix payé pour l'« indépendance » nationale des Hongrois fut la séparation des Slovaques des Carpates de leurs frères tchèques des Sudètes, des Allemands de Presbourg, de Temesvar et de Transylvanie des Allemands d'Autriche, des Serbes et des Croates de Dalmatie de la Croatie et des Slovènes¹.

La même dichotomie caractérise les aspirations nationales des Tchèques. Ces aspirations ont suscité la méfiance des Allemands parce qu'elles ont, entre autres, pour effet, de séparer la population allemande des Sudètes des Allemands des Pays alpins. L'objectif premier des Tchèques était de contraindre les Allemands, en tant que groupe minoritaire du Pays de la Couronne de Venceslas, à une complète dépendance des Tchèques en matière administrative et culturelle. Ce n'est pas tout. La séparation du territoire des Tchèques eût produit pour les Tchèques eux-mêmes une amputation nationale. Leur

¹ Voici les données approximatives de la composition nationale de la Hongrie à cette époque : Hongrois : 5.000.000 ; Roumains : 2.300.000 ; Slovaques : 1.670.000 ; Allemands 1.500.000 ; Croates : 900.000 ; Ruthènes : 443.000.

programme se proposait de rassembler en un même État 5 millions 1/3 de Tchèques avec 3 millions d'Allemands et environ 200 000 polonais tandis que 2 millions de Slovaques des Carpates, apparentés aux Tchèques, seraient restés en dehors de cet État « national » tchèque et livrés en pâture aux Magyars. C'est pourquoi ces Slovaques clamaient haut et fort leurs droits, complètement négligés par les nationalistes tchèques².

Enfin, pour ne pas chercher plus loin, le nationalisme bourgeois polonais est tout autant dirigé contre les Ruthènes que contre les Lituaniens. Cette nationalité même qui eut à subir la rude politique d'extermination des pays du partage – la Prusse et la Russie – refusait le droit à l'indépendance aux autres nationalités. Selon la vieille théorie de Stanczyk, les Ruthènes de Galicie ne sont même pas une nationalité mais du « matériel ethnographique » brut pour la construire et, à la fin du XIXe siècle, la politique des Polonais en Galicie consista à lutter contre les « prétentions » des Ruthènes, ce pourquoi ils mirent en œuvre toutes les libertés que leur conférait l'autonomie de la Galicie. Les milieux polonais nationalistes ont accueilli avec la même hostilité le récent mouvement de renaissance nationale des Lituaniens³.

Ce caractère équivoque du patriotisme bourgeois, fondé essentiellement sur les intérêts conflictuels des diverses nationalités plutôt que sur l'harmonie n'est compréhensible que si l'on admet que le fondement historique des mouvements nationaux modernes de la bourgeoisie n'est rien d'autre que l'aspiration au pouvoir de classe, ces aspirations trouvant leur expression dans une forme sociale spécifique ; l'État capitaliste moderne qui est « national » en ce qu'il permet à la bourgeoisie d'une nationalité donnée d'exercer sa domination sur toute la population mélangée de l'État. Les institutions démocratiques et l'enseignement populaire – ces éléments idéologiques distinctifs de l'idée nationale mentionnés par Kautsky – ne sont que des aspects secondaires dans un État bourgeois qui s'adapte facilement au cadre et à l'esprit de l'État, pour autant que la bourgeoisie en a besoin. C'est pourquoi l'indépendance et l'unification *étatique* constituent l'axe véritable autour duquel tournent les mouvements nationaux de la bourgeoisie⁴.

Du point de vue des intérêts du prolétariat, les choses sont bien différentes.

Le prolétariat actuel est, en tant que classe sociale, un enfant de l'économie capitaliste et de l'État bourgeois. La société capitaliste et l'État bourgeois – non pas comme idée abstraite, mais sous la forme tangible que leur a donnée l'histoire dans chaque pays – ont été dès le départ le cadre de l'activité du prolétariat. Un État bourgeois – national ou non – est précisément le fondement sur lequel, avec la production capitaliste comme forme dominante de l'économie actuelle, la classe ouvrière émerge et croît. En ce sens, il y a une différence historique fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie comme classe germe et se développe dans le sein du système féodal. Aspirant à assurer le triomphe du capitalisme comme forme de production et le sien propre comme classe dominante, la bourgeoisie crée l'État moderne sur les ruines du système féodal. Avec le développement du capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie, émerge l'expression politique du prolétariat, d'abord comme partie de l'État bourgeois. Mais l'État a été dès le début sa matrice naturelle, tout comme l'est la coquille pour un poussin. C'est pourquoi, historiquement parlant, l'idée selon laquelle le prolétariat moderne en tant que classe séparée et consciente ne peut rien faire sans commencer par créer un nouvel État-nation équivaut à demander à la bourgeoisie de chaque pays de restaurer l'ordre féodal là où ce processus n'a pas eu lieu normalement ou pris des formes particulières comme, par exemple, en Russie. La mission historique de la bourgeoisie est la création d'un État « national » moderne ; mais la tâche historique du prolétariat est d'abolir cet État en ce qu'il est une forme politique du capitalisme dans laquelle lui-même émerge en tant que classe consciente, afin d'établir le système socialiste. Comme partie de la société dans son ensemble, le prolétariat peut participer au mouvement national de la bourgeoisie là où le développement bourgeois exige la création d'un « État-nation » comme ce fut le cas, par exemple, en Allemagne. Mais il se soumet alors à la direction de la bourgeoisie et n'agit pas comme classe indépendante, disposant de son propre programme politique. Le programme national des socialistes allemands des années quarante proposait deux idées en opposition directe avec le programme national de la bourgeoisie : l'unification dans des frontières nationales et la forme républicaine de gouvernement.

Les intérêts du prolétariat sur la question nationale sont antagonistes avec ceux de la bourgeoisie. Le souci de garantir aux industriels de la « patrie » un marché intérieur et d'acquérir de nouveaux marchés par la *conquête*, par une politique coloniale ou militaire, toutes choses qui font partie des intentions de la bourgeoisie lorsqu'elle crée un État « national », ne peuvent être les objectifs d'un prolétariat conscient.

En tant qu'enfant légitime du développement capitaliste, le prolétariat tient compte de ce développement comme d'un arrière-plan historique nécessaire à sa propre croissance et à sa maturation politique. La social-démocratie elle-même ne reflète que

² Au Congrès des journalistes slaves de juin 1898, le délégué slovaque de Liptawa, Karol Salwa, déclara aux Tchèques : « Si la réciprocité doit exister entre nous, nous devons faire des efforts de part et d'autre. Je connais la raison de votre manque d'intérêt pour nous : le pays des Slovaques est, pour la plupart des Tchèques – à quelques fameuses exceptions près – *un pays étranger* ».

³ Par exemple, aiguillonné par une entreprise aussi innocente que la création d'une association pour le rétablissement du lituanien dans l'Eglise catholique de Lituanie, le *Kurjer Litewski* de Wilno s'indignait en 1906 : « Combien de fois avons-nous dénoncé les accusations sans fondement contre les Polonais qui s'efforceraient de poloniser les territoires lituaniens, combien de fois a-t-il été prouvé que les plaintes des Lituaniens contre les Polonais étaient dénuées de toute justification, plaintes qui nous rendent responsables de ce que l'histoire a mal tourné pour eux. Ce ne sont pas les Polonais qu'il faut accuser de leur volonté de polonisation mais les Lituaniens de leur volonté de lituanisation. Si les Lituaniens refusent la perspective de coexistence pacifique, rendue possible par des concessions mutuelles, s'ils cherchent à tout mettre en œuvre pour harceler et anéantir les Polonais, qu'ils se souviennent qu'ils ont été les premiers à jeter le gant aux Polonais et qu'ils en porteront la responsabilité ». Ce recours à l'argument du « développement historique » qui assurerait la supériorité d'une nationalité sur une autre, cette accusation de chauvinisme prononcée contre ceux qui luttent pour l'existence de leur propre nationalité, se doublant de sombres menaces contre l'autre, rappelle étrangement le langage des hakatistes prussiens qui défendaient les Allemands menacés par les « tentatives de polonisation » ou encore le discours tenu par le Comte St. Tarnowski, accusant les Ruthènes de « harcèlement » fourbe contre les Polonais.

⁴ Par conséquent, la majorité des théoriciens bourgeois du droit considèrent l'existence indépendante de l'État comme un attribut indispensable de l'« idée nationale ». MM ; Bluntschli et Cie, idéologues de leur classe, ne font rien d'autre, en usant de définitions et de subdivisions abstraites, que de décrire ce que la bourgeoisie avide de pouvoir a réalisé au cours de l'histoire.

l'aspect révolutionnaire du développement capitaliste alors que la bourgeoisie régnante surveille ce développement au nom de la réaction. Nulle part la social-démocratie ne considère qu'elle doit soutenir activement l'industrie ou le commerce ; elle lutte au contraire contre le militarisme, le colonialisme, le protectionnisme douanier tout comme elle combat tout l'appareil de base de l'État de classe existant, son administration, sa législation, son système scolaire, etc.⁵.

Par conséquent, la politique nationale du prolétariat se heurte de front à la politique bourgeoise en ce que son essence, elle est toujours défensive, jamais offensive, reposant sur l'harmonie des intérêts de toutes les nationalités et non sur la conquête ou la soumission de l'une par l'autre. Le prolétariat conscient de chaque pays a besoin pour se développer d'une existence paisible et du développement culturel de sa propre nationalité mais il n'a nullement besoin que sa nationalité en domine d'autres. C'est pourquoi, vu sous cet angle, l'État- « nation » en tant qu'appareil de domination et de conquête de nationalités étrangères indispensable à la bourgeoisie ne signifie rien pour les intérêts de classe du prolétariat.

C'est pourquoi, parmi les « trois racines de l'idée nationale moderne », énumérées par Kautsky, seules les deux dernières sont importantes pour le prolétariat en tant que classe : les institutions démocratiques et l'éducation populaire. Ce qui est vital pour la classe ouvrière, comme condition de sa maturation spirituelle et politique, c'est la liberté d'usage de sa langue maternelle, le développement sans entraves de la culture nationale – sciences, lettres, arts, éducation populaire dégagée de la pression des nationalistes –, pour autant que tout ceci puisse être « normal » dans un régime bourgeois. Il est indispensable que la classe ouvrière de chaque nationalité dispose à égalité des droits civiques au sein de l'État. La discrimination politique d'une nationalité est le meilleur instrument aux mains d'une bourgeoisie soucieuse de masquer les conflits de classe et de mystifier son propre prolétariat.

Les thuriféraires des « meilleures » conditions sociales possibles affirment sur ce point que, quelle que soit la situation, la garantie la plus sûre du développement culturel et des droits de chaque nationalité est précisément l'indépendance de l'État, de leur propre État-nation et c'est pourquoi l'État-nation est en fin de compte un intérêt de classe indispensable, y compris pour le prolétariat. La question n'est pas de savoir ce qui est ou serait « le mieux » pour le prolétariat. Ces considérations n'ont pas d'impact pratique. En outre, si l'on aborde la question de savoir « ce qui serait le mieux » du point de vue du prolétariat de manière abstraite, on doit conclure que le « meilleur » remède à la pression nationale et à tous les désordres de nature sociale est incontestablement le système socialiste. Un débat utopique mène inéluctablement à une solution utopique, ne serait-ce qu'en se projetant dans l'État de l'avenir alors qu'en fait le problème devrait être résolu dans le cadre de la réalité bourgeoise existante.

Cependant, du point de vue de la *méthode*, le raisonnement susmentionné recèle un malentendu supplémentaire, de nature historique. Affirmer qu'un État-nation indépendante est, après tout, la « meilleure » garantie de l'existence et du développement nationaux suppose de manier une conception de l'État-nation comme s'il s'agissait d'un concept parfaitement *abstrait*. Considéré uniquement du point de vue national, comme manifestation et incarnation de la liberté et de l'indépendance, l'État-nation n'est qu'un résidu de l'idéologie décadente de la petite bourgeoisie d'Allemagne, d'Italie, de Hongrie – de toute l'Europe centrale dans la première moitié du XIXe siècle. C'est un slogan appartenant à la panoplie du libéralisme bourgeois décati. Depuis lors, le développement de la bourgeoisie a prouvé sans équivoque qu'un État-nation moderne est plus réel et plus tangible que l'idée vague de « liberté » et d' « indépendance » des nations, que c'est en fait une réalité historique définie, ni très séduisante ni très pure. La substance et l'essence de l'État moderne n'incluent pas la liberté et l'indépendance de la « nation » mais uniquement la domination de classe de la bourgeoisie, une politique protectionniste, des impôts indirects, le militarisme, la guerre et la conquête. La bourgeoisie se plaisait à utiliser la technique grossière consistant à tenter de couvrir cette vérité historique brutale d'un léger voile idéologique, à offrir le bonheur purement négatif de « l'indépendance et de la liberté nationale ». Pour un temps, cette technique fut payante. Mais aujourd'hui, il suffit de rappeler les circonstances dans lesquelles ces assertions furent proférées pour comprendre qu'elles sont à l'opposé de ce que peut et doit être la position de classe du *prolétariat*.

Dans ce cas comme dans d'autres, l'*anarchisme*, antagoniste supposé du libéralisme bourgeois, s'est avéré être son digne rejeton. Avec son sérieux « révolutionnaire » caractéristique, l'anarchisme a pris pour agent comptant la phraséologie de l'idéologie libérale et, comme cette dernière, n'a eu que du dédain pour le contenu historique et social de l'État-nation qu'il a considéré comme rien moins que l'incarnation de la « liberté », de la « volonté du peuple » et autres slogans vides de sens. Par exemple, en 1849, Bakounine écrivait à propos des mouvements nationaux d'Europe centrale :

« D'emblée, le premier signe de vie de la Révolution fut un cri de haine contre l'ancien asservissement, un cri de sympathie et d'amour pour toutes les nationalités opprimées. « Arrière les oppresseurs ! » ce fut le cri unanime : « Salut aux opprimés, aux Polonais, aux Italiens et à tous ! Plus de guerre de conquête, nous ne poursuivons plus qu'un ultime combat sans merci, le bon combat de la révolution pour la libération finale de tous les peuples ! A bas les barrières artificielles que les congrès des despotes ont dressées par la force, d'après de prétendues nécessités historiques, géographiques, commerciales ou

⁵ « Il est vrai, dit Kautsky, que la social-démocratie est le parti du développement social, son objectif est de développer la société au-delà du stade capitaliste. Comme on sait, l'évolution n'exclut pas la révolution qui n'est qu'un épisode de l'évolution. Son but ultime est la suppression du prolétariat en ce sens que le prolétariat s'emparera de la production sociale et la contrôlera, les ouvriers cessant alors d'être des prolétaires et de constituer une classe séparée de la société. Cette issue dépend de certaines conditions économiques et politiques. Elle suppose un certain degré de développement capitaliste. C'est pourquoi le prolétariat a pour tâche de soutenir le développement économique. Mais sa tâche ne saurait être de soutenir activement l'expansion du capitalisme – en d'autres termes, ce n'est pas de favoriser le profit. Ceci est la tâche historique de la classe capitaliste qui ne s'y soustrait pas. Nous n'avons pas besoin de l'aider en cela et nous pouvons d'autant moins l'aider que nous nous opposons aux méthodes capitalistes de développement ... Nous n'avons pas besoin de prendre position en faveur du remplacement des ouvriers par des machines, ni pour l'expropriation des artisans par les manufactures, etc. (...) Notre tâche dans le développement économique est d'organiser et de soutenir le prolétariat dans ses luttes de classe ». « Das böhmische Staatsrecht und die Sozialdemokratie », *Die Neue Zeit*, 1898/99, t. I, p. 292-293.

Et le même argument, ajoute Kautsky, s'applique davantage encore au domaine des relations politiques.

stratégiques ! Il ne doit plus y avoir d'autres séparations que celles conformes à la nature de frontières tracées par l'équité et dans un esprit démocratique et que la volonté souveraine des peuples définit elle-même en se fondant sur leur caractéristique nationale » Tel fut le cri de tous les peuples ».

A ces tirades sur l'indépendance nationale et la « volonté du peuple », Marx répondit :

« De la réalité, il n'est bien sûr pas question ou si d'aventure on la prend en considération, on la dépeint comme quelque chose d'absolument condamnable, d'arbitrairement fabriqué par les « congrès des despotes » et les « diplomates ». A cette réalité néfaste s'oppose la soi-disant volonté populaire, avec son impératif catégorique, sa revendication absolue de la « liberté » ... La « justice », l'« humanité », la « liberté », etc. peuvent bien réclamer mille fois ceci ou cela ; si la chose est impossible, elle n'arrive pas et demeure en dépit de tout une « vaine chimère » ... Un mot seulement à propos de la « fraternité universelle des peuples » et du tracé de « frontières qui marquent la volonté souveraine des peuples, elle-même reposant sur leur originalité nationale ». Les États-Unis et le Mexique sont deux républiques ; le peuple est souverain dans les deux. Comment se fait-il qu'une guerre a éclaté, à propos du Texas, entre ces deux républiques qui, conformément à la théorie morale, auraient dû être « fraternelles » et « fédérées » ? Comment se fait-il que « la volonté souveraine » du peuple américain, soutenue par la vaillance des volontaires américains, a repoussé d'une centaine de milles plus au sud la frontière tracée par la nature en fonction de « nécessités géographiques, commerciales et stratégiques » ! »

La réponse à cette question ironique de Marx est aisée : les « États-nations », même sous la forme de républiques, ne sont pas le produit ou l'expression de la « volonté du peuple » comme l'affirme la phraséologie de la théorie libérale et le répète celle de l'anarchisme. Les « États-nations » sont aujourd'hui les mêmes outils et formes du pouvoir de classe de la bourgeoisie que l'étaient les États précédents, non-nationaux et, comme eux, ils aspirent à la conquête. Les États-nations ont les mêmes tendances conquérantes, belliqueuses et oppressives – en d'autres termes, des tendances à devenir « non-nationaux ». C'est pourquoi se développent constamment parmi les États nationaux des querelles et des conflits d'intérêts et même si aujourd'hui, par miracle, tous les États devenaient « nationaux », ils offriraient dès le lendemain la même image de guerre, de conquête et d'oppression. L'exemple donné par Marx est caractéristique à cet égard. Pourquoi et à quel propos la guerre a-t-elle éclaté entre les États-Unis et le Texas ? La Californie était indispensable au développement économique des États-Unis, d'abord comme réserve d'or au sens propre, ensuite comme ouverture sur l'Océan Pacifique. Seule l'acquisition de ce pays pouvait permettre aux États-Unis de s'implanter d'un océan à l'autre, de s'établir et de s'ouvrir des débouchés autant à l'Ouest qu'à l'Est. Pour les Mexicains attardés, la Californie n'était qu'une possession territoriale. Les intérêts de la bourgeoisie l'ont emporté. L'« État-nation » adulé et idéalisé par les anarchistes comme émanant de la « volonté du peuple » fut un instrument efficace de conquête dans l'intérêt du capitalisme.

L'histoire de l'Amérique du Sud moderne offre des exemples de cet ordre, encore plus frappants. Nous avons déjà mentionné le caractère ambigu de la libération « nationale » des colonies espagnoles et portugaises à l'aube du XIX^e siècle. Ici, c'est leur devenir politique en tant qu'« États-nations » indépendants qui nous intéresse car il offre une illustration pittoresque de la phraséologie anarchiste sur la « liberté nationale » et la « volonté du peuple ».

Le Brésil s'est libéré du Portugal à l'issue d'une lutte acharnée en 1825. La même année, une guerre a éclaté entre le Brésil et l'Argentine qui venait de se libérer du joug espagnol, à propos de la province du Banda oriental. Les deux nouveaux États-« nations » voulaient s'emparer de cette province qui finit par conquérir elle-même son indépendance comme République d'Uruguay, uniquement grâce à l'intervention armée des États européens qui avaient des intérêts coloniaux en Amérique du Sud. La France et l'Angleterre lancèrent un ultimatum à l'Argentine qui refusait obstinément de reconnaître l'indépendance de l'Uruguay et du Paraguay. Par conséquent, en 1845, une autre guerre éclata avec la participation du Paraguay, de l'Uruguay et du Brésil. En 1850, la guerre reprit entre le Brésil et l'Argentine, le Brésil parvenant, avec l'aide du Paraguay et de l'Uruguay, à défaire l'Argentine, à la suite de quoi il conquiert l'Uruguay. En 1864 il obligea littéralement l'Uruguay « indépendant » à se soumettre par la force armée. Le Paraguay protesta contre cette action et déclara la guerre au Brésil qui fut rejoint par l'Argentine et l'Uruguay. Cette guerre qui dura de 1865 à 1870 finit par assurer au Brésil où régnaient moins « la volonté du peuple » que la volonté et les intérêts des planteurs de café la position de Grande puissance dominante en Amérique du Sud. Cette histoire n'a pas porté atteinte à la domination des Blancs au Brésil (qui constituent un peu moins du tiers de la population) sur les noirs et les métis. Ce n'est qu'après des luttes internes que l'émancipation des esclaves fut proclamée en 1871, associée à une indemnisation devant être versée aux propriétaires sur fonds publics. Le Parlement étant l'instrument des planteurs, il n'a pas voté ces fonds et l'esclavage continua à être pratiqué. En 1886 fut proclamée l'émancipation des esclaves âgés de plus de soixante-dix ans ; les autres devaient attendre dix-sept ans de plus. Mais en 1888, le parti dynastique, luttant pour maintenir le trône, imposa au Parlement l'abolition générale de l'esclavage sans indemnisation, démarche décisive pour l'avenir du mouvement républicain. Les planteurs se rangèrent en masse derrière le drapeau républicain et, à l'issue du putsch militaire de 1889, la République du Brésil fut proclamée⁶.

Tel est l'aspect idyllique pris par les conditions internes et les événements en Amérique du Sud depuis l'époque de l'essor des « États-nations » et l'instauration de la « volonté du peuple ». Les États-Unis d'Australie offrent un joli complément à ce tableau. A peine ces États étaient-ils sortis du statut de colonies anglaises, à peine avaient-ils conquis leur indépendance sous la forme d'une république fédérée – l'idéal de la phraséologie bakouniniste – qu'ils lancèrent une politique offensive en direction des Nouvelles Hébrides, voisins de la Nouvelle Guinée et, imitant fidèlement les États-Unis d'Amérique, ils proclamèrent leur propre doctrine « nationale » : « L'Australie aux Australiens ». L'expansion simultanée de la marine de

⁶ L'incident qui suit donne la mesure de l'influence des intérêts du « café » sur la « volonté nationale » dans cette république « nationale », même après l'abolition formelle de l'esclavage (qu'on pratique encore, cependant, de nos jours). Lorsque les planteurs de café déclenchèrent une grande crise de l'année dernière en déversant des quantités de café sur le marché international du café, causant une sévère chute des prix, les planteurs brésiliens contraignirent le gouvernement à acheter tout le surplus sur fonds publics. Cette expérience originale suscita naturellement un violent séisme dans les finances et dans l'existence matérielle de la population dans son ensemble.

l'Union australienne sert à souligner cette doctrine.

Si d'une part, l'indépendance politique, c'est-à-dire l'État-nation est nécessaire au capitalisme et correspond à l'intérêt de classe de la bourgeoisie précisément parce qu'un État-nation est un outil de domination (ou de contrôle) et de conquête, d'autre part, la classe ouvrière s'attache au contenu *culturel* et *démocratique* du nationalisme, ce qui revient à dire que les ouvriers ont intérêt à voir s'instaurer des systèmes politiques susceptibles d'assurer le libre développement de la culture et de la démocratie dans la vie nationale par des moyens de défense et non de conquête, dans l'esprit de la solidarité entre les diverses nationalités qui font historiquement partie de même État bourgeois. Égalité devant la loi pour les nationalités et les organisations politiques, assurance d'un développement culturel national – telles sont les formes générales du programme du prolétariat, un programme résultant naturellement de sa position de classe par contraste avec le nationalisme de la bourgeoisie.

2

Ce qui confirme et prouve ces principes généraux, c'est le problème de nationalité le plus saillant dans l'Empire russe – la question polonaise.

Dès le début, le mouvement national en Pologne a revêtu un tout autre caractère qu'en Europe occidentale. Chercher une analogie historique avec l'idée nationale polonaise dans l'histoire de l'Allemagne ou de l'Italie actuelles revient à faire un contresens sur la véritable substance historique des mouvements nationaux en Allemagne, en Italie, mais aussi en Pologne. Pour nous autres Polonais, l'idée nationale fut une idée de classe de la petite et moyenne noblesse, jamais de la *bourgeoisie*. La base matérielle des aspirations nationales polonaises fut déterminée non par le développement capitaliste moderne comme dans l'Europe centrale au XIX^e siècle mais, au contraire, par l'idée que se faisait la noblesse de son rang social, enracinée dans l'économie servile naturelle.

Les mouvements nationaux en Pologne ont disparu en même temps que ces rapports féodaux ; tandis que la bourgeoisie, agent historique du développement capitaliste, fut chez nous dès le début un facteur nettement antinational. Ce n'est pas dû seulement à l'origine spécifique de la bourgeoisie au XIX^e siècle, étrangère et hétérogène, produit de la colonisation, corps étranger transplanté sur le sol polonais. Autre facteur décisif : l'industrie polonaise fut dès le départ, dans les années 1820 et 1830, une industrie d'exportation, même avant de parvenir à contrôler et même à *créer* un marché intérieur en Pologne. Nous ne citerons pas ici toutes les statistiques du développement industriel de notre pays, nous renvoyons le lecteur à notre ouvrage, *Die industrielle Entwicklung Polens*, également disponible en russe et à *Kwestja polska a ruch socjalistyczny*, Cracovie, 1905. Rappelons ici seulement les grandes lignes de ce développement.

L'exportation vers la Russie, spécialement dans des branches fondamentales de l'industrie capitaliste telles que la production de textiles devint la base de l'existence et du développement du capitalisme polonais dès le début et la base de la bourgeoisie polonaise. Par conséquent, notre bourgeoisie manifesta d'emblée des penchants politiques, non pas en direction de l'Ouest et de l'unification nationale avec la Galicie et le Grand Duché, mais vers l'Est, la Russie. Après la suppression des barrières douanières entre l'Empire et le Royaume de Pologne, ces tendances se sont accrues avec *le développement de la grande industrie*. Néanmoins, la classe bourgeoise ne commença véritablement à régir la société qu'après l'échec de l'insurrection de janvier [1863]. Le nouveau régime fut inauguré par le « programme de travail organique » qui équivalait à une renonciation à l'indépendance nationale. En outre, la domination de classe de la bourgeoisie en Pologne n'exigeait pas la création d'un État-nation unifié comme en Allemagne et en Italie mais, bien au contraire, elle émergea sur les fondations de la conquête et de la division de la Pologne. L'idée de l'unification et de l'indépendance nationale ne se nourrissait pas du capitalisme ; au contraire, au fur et à mesure que le capitalisme se développait, cette idée devint anachronique. Cette circonstance même, cette relation historique particulière de la bourgeoisie capitaliste à l'idée nationale dans notre pays décida du sort de cette idée et défini son caractère social. En Allemagne, en Italie, tout comme un demi-siècle auparavant en Amérique du Sud, la « renaissance nationale » avait tous les traits d'un esprit révolutionnaire, progressiste. Le développement capitaliste englobait cette idée nationale et, du point de vue historique, la magnifiait en même temps que les idéaux politiques de la bourgeoisie révolutionnaire : la démocratie et le libéralisme. Dans ce sens historique précis, l'idée nationale n'était qu'un détail du programme général de classe de la bourgeoisie – de l'État bourgeois moderne. En Pologne surgit une opposition entre l'idée nationale et le développement bourgeois qui conféra à celle-ci un caractère non seulement utopique mais même réactionnaire. Cette opposition se reflète dans les trois phases de l'histoire de l'idée d'indépendance nationale polonaise.

La première est l'échec de la lutte armée de la noblesse polonaise. Pas même les plus ardents partisans de la théorie de la « violence et de la force » dans la philosophie de l'histoire n'expliqueront la défaite des mouvements insurrectionnels polonais par la simple supériorité des baïonnettes russes. Quiconque connaît un peu l'histoire économique et sociale moderne de la Pologne sait que la défaite des insurgés nobiliaires a été préparée par ce même intérêt capitaliste de marché qui ailleurs, selon les termes de Kautsky, constituait l'un des éléments principaux de l'idée nationale moderne. Les efforts de la bourgeoisie pour s'assurer les conditions d'une production capitaliste à grande échelle n'incluaient pas la revendication d'un État-nation ; au contraire, la bourgeoisie chercha à exploiter l'annexion et à paralyser le mouvement national de la noblesse. Ainsi, l'idée d'État-nation, idée essentiellement bourgeoise, fut sabotée par la bourgeoisie qui scella la défaite du soulèvement de janvier.

La deuxième phase fut l'héritage de l'idée nationale polonaise assumé par la petite bourgeoisie. Sous cette forme, l'idée nationale se modifia : d'une lutte armée, elle devint une politique de neutralité et commença alors à montrer sa faiblesse. Après avoir végété pendant vingt ans à l'écart de la société – dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le nationalisme petit bourgeois vivota en émigration chez une demi-douzaine de « patriotes pan-polonais » – il émergea finalement comme parti actif sur la scène politique à l'orée de l'époque révolutionnaire actuelle. La National-Démocratie annonça son entrée dans une phase politique active en renonçant publiquement au programme de l'indépendance nationale, considéré comme une utopie irréalisable, et en inscrivant à la place le double slogan de l'autonomie du pays et de la contre-révolution. A présent, après avoir rejeté le lest du programme national traditionnel, la National-Démocratie devient rapidement une véritable force

politique dans la société. Ayant échoué sous sa deuxième forme, petite-bourgeoise, le programme de l'État-nation est remplacé par un programme pratique et réalisable dans la Pologne bourgeoise, un programme d'autonomie.

Enfin, la troisième et dernière phase dans l'histoire de l'idée nationale polonaise est sa tentative de s'allier avec le mouvement de classe du prolétariat. Les douze ans d'expérience social-patriotique du PPS sont le seul cas dans l'histoire du mouvement ouvrier international où le slogan de l'État-nation fut intégré dans un programme socialiste. Et cette étrange expérience s'est achevée au bout de douze ans sur le même type de crise que l'expérience petite-bourgeoise ... Lorsqu'éclata la révolution ouvrière en Russie, le PPS renonça publiquement au programme de rétablissement de la Pologne afin de pouvoir jouer un rôle dans la politique active et dans la vie de la société. La National-Démocratie y a renoncé pour pouvoir prendre une part active à la contre-révolution des classes moyennes ; le PPS le fit pour participer à la poussée prolétarienne révolutionnaire.

La crise et le déclin du PPS qui en fut la conséquence, furent la troisième et dernière banqueroute de l'idée d'État-nation polonais – cette fois dans un déguisement prolétarien. La révolution actuelle, ce soulèvement social le plus puissant des temps modernes qui incite tous les embryons de vie à croître et à mûrir et retourne en même temps, d'un soc géant, toutes les fondations de la société, a effacé toute trace de l'idée d'un État-nation polonais comme s'il s'agissait d'une coquille que le développement historique avait vidé de tout contenu et qui ne peut rejoindre le marais des traditions sociales que dans les eaux troubles d'une période de réaction.

La carrière historique du nationalisme polonais n'est pourtant pas parvenue à son terme. Certes, il est mort comme idée de l'État-nation, mais il s'est aussi transformé de spectre utopique qu'il était en facteur réaliste de la vie sociale. Le développement bourgeois-capitaliste polonais a soudé la Pologne à la Russie et condamné l'idée d'indépendance nationale à n'être plus qu'une utopie. Mais l'autre face de ce processus bourgeois est le développement révolutionnaire de la société polonaise. Toutes les manifestations et tous les facteurs du progrès social en Pologne et surtout son facteur principal, le prolétariat polonais et le rôle qu'il a joué dans la révolution générale de l'Empire tsariste, ont surgi sur les fondations de ce même développement bourgeois-capitaliste. Le progrès social et le développement révolutionnaire de la Pologne se rattachent ainsi au processus capitaliste par ces mêmes liens historiques indissolubles qui ont uni la Pologne et la Russie et qui ont enterré l'idée nationale polonaise. Par conséquent, toutes les aspirations séparatistes tendant à ériger une barrière artificielle entre la Pologne et la Russie sont, de par leur nature même, dirigées contre les intérêts du progrès social et du développement révolutionnaire, ce sont des manifestations de la réaction. En même temps, après l'échec final du programme de l'État-nation et de l'indépendance nationale, l'idée nationale a été réduite à une idée générale et floue de séparation nationale et, sous cet aspect, le nationalisme polonais est devenu une forme de réaction sociale sanctifiée par la tradition.

L'idée nationale devint l'enseigne idéologique collective des aspirations réactionnaires du camp des classes bourgeoises, de la noblesse, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie dans son ensemble. La dialectique de l'histoire a prouvé qu'elle avait plus d'imagination, de souplesse et de penchants pour la variété que l'esprit des politiciens pris dans les griffes des stéréotypes et spéculant dans le désert abstrait des « droits des nations ». Tant de révolutionnaires russes, allemands et autres ont eu et ont tendance à considérer la « tradition nationale » comme un récipient historique destiné à jamais, par nature, à absorber et à charrier toutes sortes de courants révolutionnaires comme un coquillage qui, selon la légende, répétera sans cesse le grondement lointain des vagues lorsque, échoué et sans vie, on le porte à l'oreille. Dans les conditions historiques et sociales concrètes, cette « tradition nationale » devient tout le contraire : un récipient qui englobe tous les types de réaction, une enseigne de la contre-révolution. C'est sous le slogan « national » que la National-Démocratie s'est fait élire à la première Douma, protégée par les cosaques des critiques et des protestations du prolétariat polonais. Au nom de l'« idée nationale », les National-démocrates ont fait usage de balles pour éloigner les ouvriers social-démocrates des meetings pré-électorales, ils ont même tué quelques dizaines d'ouvriers à Varsovie, Lodz et Pabianice. Sous le slogan national, des syndicats ouvriers « nationaux » ont été organisés par la National-Démocratie pour faire obstacle à la lutte économique et à l'action révolutionnaire du prolétariat. Sous le slogan national, des cheminots national-démocrates ont brisé la grève des chemins de fer qui avait éclaté en décembre 1905 en Pologne, obligeant les ouvriers en grève à retourner au travail à la pointe des baïonnettes. Sous le slogan national, la National-Démocratie est partie en croisade contre la grève générale et les autres formes de grève, prétendant qu'elles ruinaient « l'industrie du pays et la richesses nationale ». Sous le slogan national, le groupe polonais à la Douma renonça, après la dissolution de la Douma, à participer aux délibérations du Manifeste de Vyborg et à la déclaration qui en est issue. Sous le slogan national, la National-Démocratie a organisé des « Faucons polonais » ou plutôt des escadrons armés de combat destinés à massacrer des socialistes, à briser les grèves, etc. C'est au nom de l'idée nationale que Monsieur Dmowski, le chef de la National-Démocratie proclama « les socialistes exclus de la société » et en fit ainsi des « ennemis extérieurs », justifiant par avance les « meurtres patriotiques » préparés contre les socialistes. Et enfin, c'est au nom de l'idée nationale, de l'avenir de la nation et de la défense nationale que la bourgeoisie polonaise avec à sa tête la National-Démocratie s'est placée publiquement sous la bannière du « néo-panslavisme », dans les rangs des sbires de l'absolutisme et de l'« idée nationale » russe, « sans réserve », abandonnant ainsi le dernier vestige de son programme « national » – l'autonomie de la Pologne – sur l'autel de la contre-révolution. Maltraitée par l'histoire, l'idée nationale polonaise est passée par tous les stades du déclin, après avoir commencée sa carrière comme un soulèvement noble et romantique, glorifié par la révolution internationale, elle finit en hooliganisme national, en volontaire des Cent-noirs de l'absolutisme et de l'impérialisme russe.